(N° 53.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 8 AVRIL 1895.

Rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner le Projet de Loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur le Budget de l'exercice 1895.

(Voir les nos 154 et 157, session de 1894-1895, de la Chambre des Représentants; et 49, même session, du Sénat.)

Présents : MM. le Baron BETHUNE, Président-Rapporteur ; LE CLEF, PONCELET, COOLS, CAPPELLE, NAGELMACKERS, HERRY et VANDEN DOOREN.

MESSIEURS,

Chaque année se reproduit, vers la fin de l'exercice, le Projet de Loi ouvrant aux départements ministériels des crédits à valoir sur ceux des Budgets qui n'ont pas, au 31 décembre, reçu la consécration d'un vote définitif. La base de ces crédits est variable et autant que possible mise en harmonie avec les prévisions de ce vote. C'est ainsi que si pour 1893 le Ministre des Finances ne l'élevait qu'au quart des budgets, pour 1894 c'était au tiers. La loi du 26 décembre dernier ouvrait des crédits provisoires s'élevant également au tiers des budgets à voter pour l'exercice 1895.

L'importance et l'urgence des Projets de Loi dont la Chambre a été saisie ont prolongé leur discussion et fait remettre le vote de plusieurs lois budgétaires au delà des limites habituelles. Le Gouvernement se voit donc forcé de solliciter l'ouverture de crédits provisoires supplémentaires pour ceux des Budgets qui n'ont pas encore force de loi.

Le 29 mars dernier, le Ministre des Finances déposa en conséquence un Projet de Loi allouant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur le Budget de 1895 et s'élevant à trois douzièmes, soit :

1° Pour le Ministère des Affaires étrangères à . . . fr.	638,000 »
2° Pour celui de l'Intérieur et de l'Instruction publique à	6,383,000 »
3° Pour celui de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics à	4,927,500 »
4° Pour celui des Chemins de fer, Postes, Télégraphes, Téléphones et Marine à	26,631,000 »
Ensemble à fr.	<u>38,579,500 »</u>

(2)

Le Projet de Loi a été adopté par la Chambre des Représentants, dans sa séance du 5 avril dernier, à l'unanimité des 120 membres présents.

Votre Commission des Finances a l'honneur, Messieurs, d'inviter le Sénat à lui faire également un accueil favorable.

Le Président-Rapporteur,
Baron P. BETHUNE.